



Eco-patrons, les enfants de la bulle



Les convertis

Ils ont pris conscience de l'enjeu et accompagnent le mouvement. Depuis que le sujet est dans l'actualité, ils sont passés à l'action, dans la sphère économique, associative, politique... Et tentent de concilier convictions et intérêts.

Ce soir-là, Pierre Duchesne met l'assistance dans sa poche, avec le bagout sans complexe de ses 22 ans. Sur les Champs-Élysées, lors d'un *green dating* d'octobre, un de ces rendez-vous tendance où se tissent les réseaux de l'économie verte, il présente la jeune société Avob, dont le logiciel permet de réduire la consommation énergétique des parcs informatiques. Une société dont il est le président et le cofondateur. Comme celui d'Internet il y a dix ans, le développement de l'économie verte s'accompagne de la création de start-up et de PME qui, aux côtés des géants du secteur, espèrent se faire une place au soleil. Un investisseur spécialisé dans la «green tech» évoque un «moment fiscal magique pour l'innovation». Ces entrepreneurs, souvent jeunes, se croisent parfois lors de *green datings* et autres *clean tuesdays* où l'on parle ce franglais du business qui fait préférer «green» à «vert». Portrait croisé de quatre dirigeants de trois jeunes sociétés aux activités différentes, mais qui ont senti que l'environnement devenait un secteur porteur. Des jeunes patrons qui se réjouissent de pouvoir concilier leur intérêt personnel pour l'écologie et les affaires.

IL N'Y A PAS QUE LES ÉTUDES DANS LA VIE

De quoi rassurer les parents inquiets : être geek, ça mène à tout. A 11 ans, Pierre Duchesne passe son temps devant son ordinateur, à le démonter pour l'optimiser. Jusqu'à désosser le vieux frigo familial pour refroidir son PC et battre le record d'Europe d'*overclocking* (surfréquence, en VF). Une façon très pragmatique d'aborder les problèmes de consommation d'énergie. Et continue de creuser la question dans son école d'ingénieur parisienne, l'ECE.

Amis de lycée, Julien Lestavel et Antoine Chate-lain, 25 et 24 ans, suivent aussi le cursus ingénieur, à Centrale Lyon et Paris. C'est là que les problèmes d'énergie et de pic pétrolier se concrétisent à leurs yeux et qu'ils s'inquiètent de leur rôle à venir : «La confiance des médias et du public dans les scientifiques est inquiétante. C'est de nous qu'on attend les solutions ? Mais la science n'apportera pas toutes les réponses...»

Nicolas Heuzé, lui, débarque dans le vert via la finance. Diplômé de gestion financière, il tombe dans la bulle Internet à 22 ans, en devenant directeur financier de Net4music. Une bonne école de la start-up, avec levées de fonds spectaculaires et retour à la réalité moins glamours. Après cinq années intenses, il s'arrête un an pour parcourir le monde. En 2008, plusieurs mois après son retour, il rejoint la société Bionersis.

A LA RECHERCHE DU BON CONCEPT

La bonne idée, c'est souvent celle qui adapte des outils existants dans un contexte nouveau, celui de l'environnement. Pour Pierre Duchesne, il s'agit d'«appliquer les logiques de flux tendus à l'informatique». De cette idée émerge Avob. Qui signifie, en toute simplicité, Alternative Vision of Business. Le concept : optimiser la consommation électrique d'un parc informatique. ●●●

JULIEN LESTAVEL et ANTOINE CHATELAIN

25 et 24 ans
Cofondateurs de
Quelle énergie,
société de conseils
personnalisés
d'économies
d'énergie.

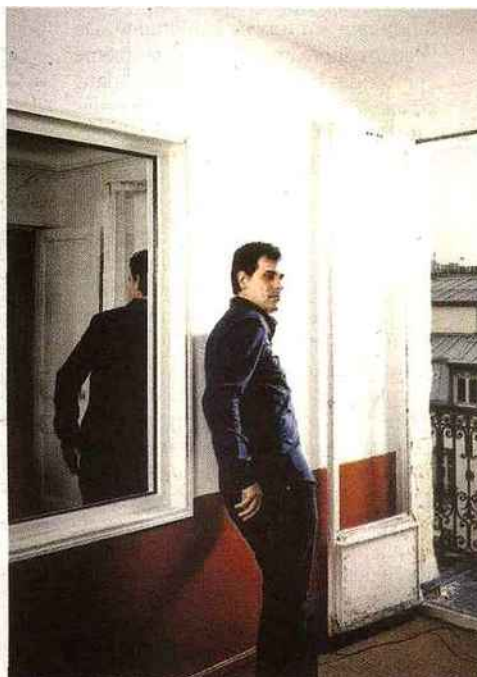
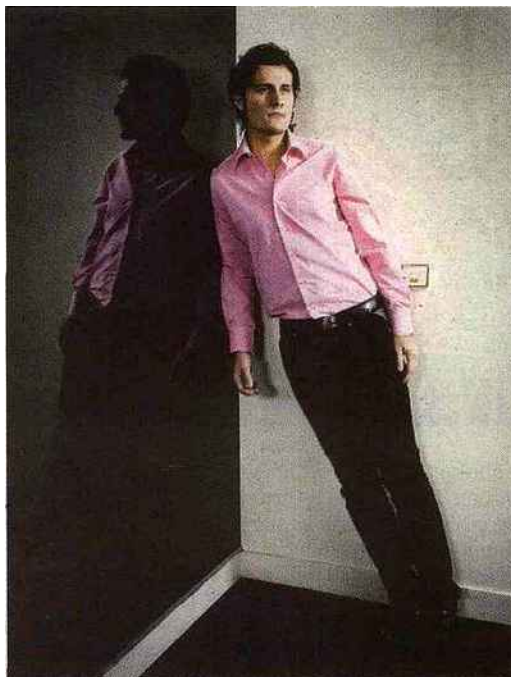
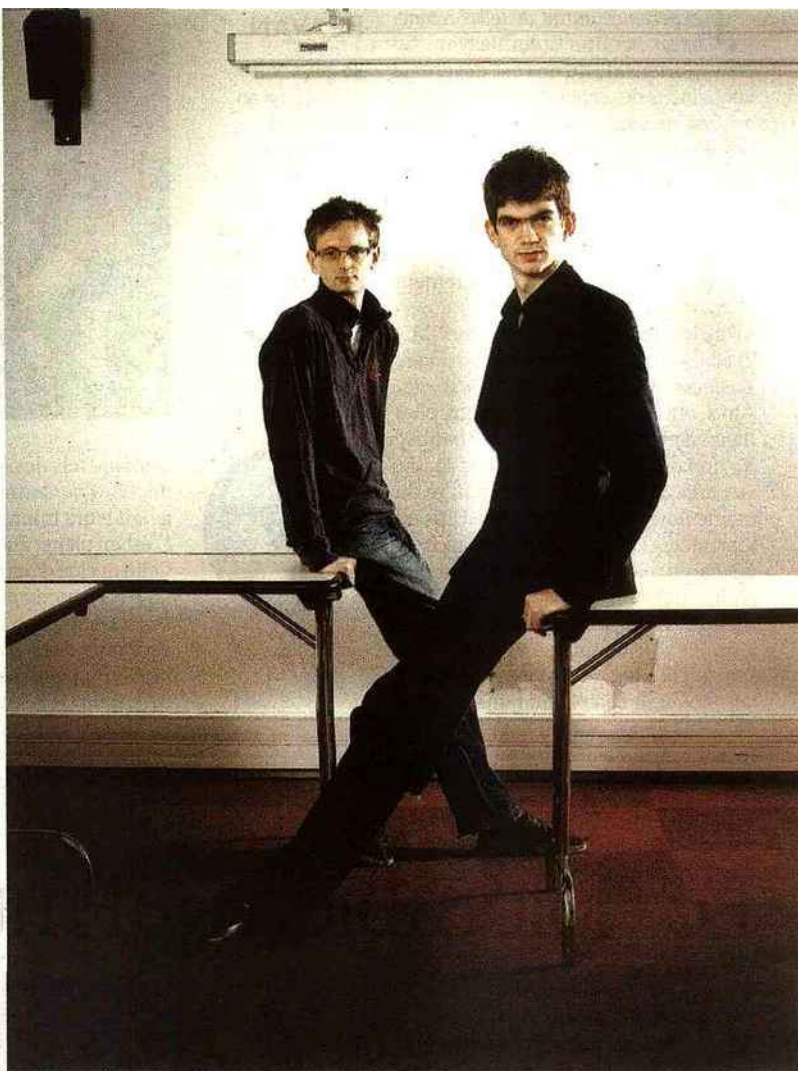
PHOTOS FRÉDÉRIC
STUCIN.MYOP

NICOLAŞ HEUZE

32 ans
Directeur général de
Bionersis, qui capte
des gaz de décharge
des pays du Sud et
les convertit en
crédits carbone
(en bas à droite).

PIERRE DUCHESNE

22 ans
Président d'Avob,
qui optimise
la consommation
électrique
de parcs
informatiques
(ci-dessous).



→ **2004** Un rapport établit que l'Arctique se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète.

2005 Le protocole de Kyoto entre en vigueur et a force de loi pour les 128 pays qui l'ont ratifié à cette date.

Adoption de la charte de l'environnement adossée à la Constitution française.

2006 Rapport Stern: premier grand rapport

financé par un gouvernement sur le réchauffement climatique mené par un économiste et non par un climatologue. Nicholas Stern, ancien chef économiste de la Banque mondiale, évalue à 3 650 milliards d'euros le coût du changement climatique sur dix ans. Il demande que l'humanité y consacre 1% du produit national annuel de la planète.

Octobre 2007. Le prix Nobel de la Paix est attribué au Giec et à l'américain Al Gore, auteur de livres et

à l'origine d'*Une vérité qui dérange*, film oscarisé sur les dangers du réchauffement.

Novembre 2007. Le quatrième rapport du Giec prévoit davantage d'inondations, de sécheresses, d'érosion des côtes et de violentes tempêtes. Les experts du groupe recommandent aux hommes politiques de limiter l'augmentation de la température mondiale moyenne à 2°C.

Décembre 2007. COP 13 à Bali. Les pays présents n'aboutissent pas à des objectifs chiffrés de réductions d'émissions, mais à l'idée d'une feuille de route pour Copenhague, processus global regroupant pays riches et pays en développement. Jusqu'au bout, les Etats-Unis, encore dans l'ère Bush, tentent de s'opposer au consensus, avant de céder → dans les prolongations de la conférence.

en allouant à chaque utilisateur la puissance de calcul dont il a besoin. Avec la promesse faite au client de plus 50% d'économies. Après un contrat grandeur nature avec le ministère de la Culture et des partenariats avec quelques géants du secteur, l'idée semble rencontrer son public.

Nicolas Heuzé, lui, rejoint Bionersis comme directeur général, attiré par ce mélange original de finance et d'environnement : le marché du carbone. Ainsi, la société fait à la fois dans l'industrie « un peu low tech », en installant des systèmes de captage de gaz de décharge dans des pays en développement, principalement en Amérique du Sud. Et, grâce aux mécanismes prévus par le protocole de Kyoto (1), fabrique en même temps des crédits carbone qu'elle peut vendre sur le marché.

S'inspirant d'un classique d'Internet (le modèle du site Meilleurtaux), Antoine Chatelain et Julien Lestavel lancent Quelle énergie, qui propose des conseils personnalisés d'économies d'énergie, en aidant à choisir le type de travaux le plus adapté à chaque situation. Diagnostics gratuits. Leur société se rémunère auprès des prestataires avec qui elle met les internautes en réseau. « *Aujourd'hui, l'Etat a créé les conditions pour aider à faire des travaux, il y a beaucoup d'installateurs mais il y a besoin de conseils indépendants, explique Antoine Chatelain. Il y avait une opportunité claire à aider les nouveaux modes de consommation.* »

MARIER BUSINESS ET ÉCOLOGIE

Voilà bien le charme de l'époque pour ces jeunes entrepreneurs : on peut avoir une fibre écolo et en faire un (bon) job. Concernés sans être militants de la première heure, ils se sont forgés leur opinion au gré des études, des voyages et des rencontres. « *Notre génération est très différente de celle de nos parents, pour qui l'énergie n'a pas été une grosse problématique, résume Pierre Duchesne. Nous, on hérite d'une planète qui ne va pas bien. Et le manque d'énergie, c'est sur notre génération qu'il va tomber, dans vingt ou trente ans, bien avant les 3 ou 4 degrés de réchauffement.* » En 2007, après avoir travaillé auprès d'une jeune société pétrolière, Nicolas Heuzé réalise qu'il pouvait mettre en accord ses idées et son boulot. Il résume : « *C'est global, ça fait du bien à la planète et, localement, ça fait bosser du monde. En plus, c'est un système financier, donc c'est ma culture professionnelle.* »

Antoine Chatelain, lui, voulait créer sa société. Il a plutôt fait le chemin inverse : « *Je cherchais un sujet qui avait à la fois un sens économique et éthique. J'ai regardé le commerce équitable, l'éolien, avant de me fixer sur les économies d'énergie.* » Pierre Duchesne conclut : « *On va peut-être pouvoir gagner de l'argent en faisant un business durable, en apportant des solutions qui ont un impact sur la planète.* »

UNE ÉCONOMIE VERTE ÉPARGNÉE PAR LA CRISE ?

Des start up, des investisseurs, un phénomène de société, des jeunes partout et des soirées ténacité ? Tout ça rappelle furieusement les débuts de la Net-économie, période pré-éclatement de la bulle. Nicolas Heuzé, déjà dans le milieu il y a dix ans, en a tiré les leçons : « *La bulle internet a fait éclore de bons projets et, d'ailleurs, les meilleurs existent encore. Il n'y a pas de ruée vers l'or sans cada-*



vres au bord de la route. Mais il faut savoir garder la tête froide, éviter les folies et aller chercher de l'argent quand il est disponible. » Dix ans plus tard, la bulle verte tient, selon eux, de la gouttelette, stoppée dans son élan par le marasme financier. L'époque, il y a à peine deux ans, où Suez déboursait plus de 300 millions pour acheter la Compagnie du vent, réveillant le spectre d'une flambée déraisonnable, semble loin. « *La crise a tellement douché tout le monde que la bulle n'a pas eu le temps de gonfler, jugent Antoine Chatelain et Julien Lestavel. Même dans les technologies vertes, ce n'est pas si facile de trouver des fonds aujourd'hui.* »

La crise a, certes, rendu les investisseurs plus frieux mais aucune des trois sociétés ne doute aujourd'hui de son modèle et de son avenir à court terme. Avob vise les 500 000 licences de son logiciel vendues en 2010 et compte désormais 12 salariés. Bionersis poursuit son développement vers l'Asie, vient de signer un accord de coopération avec EDF Trading et annonce ses premiers bénéfices pour l'an prochain. Quelle énergie envisage de passer de quatre salariés à une dizaine. Ce qui les obligera à quitter le minibureau qui les héberge dans le XIV^e arrondissement de Paris.

Et après ? S'ils disent tous préférer la souplesse des petites structures aux grands groupes, ils se doutent aussi que, si le succès vient, il aiguîsera les appétits des géants du secteur. Prudents, ils se refusent à tirer trop de plans sur la comète. En attendant, ils surfent sur la vague de cette désormais porteuse « croissance verte ».

GUILLAUME LAUNAY

(1) *Un pays du Nord peut développer un projet dans un pays du Sud et en retirer des crédits carbone, qui sont ensuite monnayables* (« Libération » du 1^{er} décembre).